

Le Maire de la Commune de MAZAMET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2211, L2211-1 à L2212-5, L2213-21 et L2214-1 à L2214-4,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Pénal et notamment les articles 321-7 et R610-5,

Vu l'Arrêté Préfectoral en date du 25 Juillet 2020 portant réglementation des bruits du voisinage,

Vu l'Arrêté Préfectoral en date du 25 Septembre 2023 réglementant la police générale des débits de boissons dans le Tarn,

Vu la demande faite par Madame Elodie SOARES – Café « 2 Latinos » Place Georges Tournier pour une organiser une soirée musicale, le jeudi 27 août 2026 devant son établissement,

Attendu qu'il y a de réglementer les mesures de sécurité à l'occasion de cette organisation.

Arrêté

Article 1 – Madame Elodie SOARES – Café « 2 Latinos » est autorisée à organiser une soirée musicale, le jeudi 27 août 2026 devant son établissement de 19h à 23h.

Madame Elodie SOARES veillera à :

- Avoir un niveau sonore de la musique qui ne portera pas atteinte au repos des habitants du quartier – art. 18 de l'Arrêté Préfectoral réglementant la police des débits de boissons du Tarn – Musique jusqu'à 23h
- Prendre les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des consommateurs
- Respecter de façon générale les Arrêtés Préfectoraux cités en références.

Article 2 – Le stationnement sera interdit sur les places de stationnement situées devant l'établissement Place Georges Tournier et Rue Assémat Rives et sécurisé par des barrières de 17h à 23h. L'installation des barrières sera effectuée par Mme SOARES et sous sa responsabilité.

Article 3 – Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 – Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux, Madame la Commandante de Police de MAZAMET et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

MAZAMET, le 26 AOÛT 2026
Le Maire,

Olivier FABRE. –



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULOUSE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.